Ceméa Suisse Délégation du Tessin

Présentation

Les Ceméa du Tessin sont un organisme de formation dans l’éducation non formelle principalement fondé sur le bénévolat et le militantisme de ses membres. Ils possèdent une reconnaissance de l’Etat Du Canton Ticino en Suisse.

La Delegazione Cemea Ticino est active les domaines suivants de la formation :

– Animateurs de colonies résidentielles lors des temps de loisirs.

– Éducateurs dans le domaine de la petite enfance.

– Éducateurs dans les centres périscolaires.

En plus les CEMEA du Tessin gère un service d’information, de formation et de conseils autour des questions liées à la jeunesse et à la famille. Le site internet propose différents services gratuits et fonctionnels pour développer des

activités éducatives : banque des données gratuites avec des fiches de jeux, de chants, de réflexions théoriques, un service de recherche de partenariat, une base de données pour le logement des groupes…

Activités

L'équipe des formateurs est composée d'enseignants : primaire, maternelle, école intermédiaire pour personnes en situation de handicap, d'opérateurs sociaux et d'éducateurs.

Le secrétaire général de la Delagazione Cemea Ticino, Paolo Bernasconi, possède une formation d'opérateur social et un CAS (Certificate of Advanced Studies) en « Animation des processus créatifs dans la formation sociale et sanitaire ».

Adresse	Contact
Ceméa Deleg Ticino	Paolo Bernasconi
Via ag Maspoli 37	paolo.bernasconi@cemea.ch
CH- 6850 Mendrisio	
Tél : 00 41 91 630 28 78	
Site : www.cemea.ch	

Fédération Italienne des Ceméa (FIT)

Présentation

FITCEMEA a été créé en 1950 et regroupe des associations et des coopératives à travers 12 régions d'Italie (Piemonte, Lombardia, Veneto, Toscana, Emilia Romagna, Lazio, Campania, Sardegna). L'idée est d'articuler les niveaux régionaux et le niveau fédéral.
Chaque association régionale regroupe des travailleurs de jeunesse, des pédagogues, des psychologues, des animateurs spécialisés dans le secteur de la petite enfance et les loisirs éducatifs.

Les buts de l'association sont :

1. Promouvoir les activités des centres d'entraînements aux méthodes d'éducation actives auprès des associations travaillant avec les autorités locales et avec le secteur scolaire.

2. Développer le partenariat à travers l'organisation de formation, de séminaire pour les travailleurs de jeunesse, les

pédagogues et les animateurs.

3. Développer différentes formes de coopération internationale favorisant l’intégration des travailleurs de jeunesse dans l’environnement européen et permettre le transfert de compétences et le partage d’expérience.

4. Promouvoir le développer des activités éducatives et culturelles pour la jeunesse pendant leur temps libre. Un élément fondamental est le travail opéré avec les familles et les structures de la petite enfance.

Afin de mettre en œuvre ces objectifs, la FIT organise des conférences pédagogiques, des formations, des ateliers au niveau local et international.

Activités

La FIT exerce ses activités dans différents champs d’activités :

– le social: vacances et loisirs, petite enfance, jeunesse, développement durable, activités scientifiques, éducation aux médias, éducation à l’environnement.

– gestion d’activités sur le terrain : gestion de crèches, ateliers pour les enfants et les jeunes, foyers pour enfants, ludothèques, projets de citoyenneté active dans les villes

– formations d’enseignants et d’acteurs sociaux, spécialisés dans la formation professionnelle de l’animation et de formateurs spécialisés la formation à l’interculturalité.

Adresses

Fédération Italienne des Ceméa
Siège social
Via Boccaccio 6
50133 Firenze
Tél : 00 39 64 991 75
site :www.cemea.it

Secrétariat National de la FITCEMEA
Borgo Pinti 74
50121 Firenze
Tél : 00 39 0 55 248 00 67

Contact

Gianfranco Staccioli
giasta@centroin.fr

Ceméa France

Présentation

Les CEMEA France sont un mouvement d'éducation populaire, mouvement d'éducation nouvelle et un organisme de formation. Ils sont une tête de réseau associatif de 22 associations territoriales dont 7 installées dans les 3 océans. Elle produit et centralise, entre autres, de la ressource pédagogique et des contenus de formation. Avec son réseau, elle accompagne et peut mettre en œuvre des actions locales, nationales et internationales qui sont déployées en passant par des phases expérimentales, des terrains d'applications…

Ils sont Association loi 1901 reconnue d'utilité publique, partenaire de l'école publique et sont habilités à la formation par les ministères de la jeunesse et des sports et de l'éducation nationale.

Les Ceméa sont engagés depuis 1937 dans des actions avec et pour les jeunes, dans les champs éducatif et social: loisirs, animation, accompagnement culturel, médias, insertion sociale et professionnelle, santé mentale, Europe et international. Les Ceméa s'appuient sur le volontariat associatif composé de praticiens de terrains (enseignants, éducateurs spécialisés, animateurs, médecins, agent de développement…) et leur moyen principal d'action est la formation auprès de tous les publics (jeunes, animateurs, éducateurs et enseignants, familles, responsables associatifs et scolaires, élus). Ils touchent en moyenne par an 80 000 acteurs éducatifs grâce à l'action de

550 salariés et de 4 000 formateurs volontaires. 1400 animateurs professionnels/an sont formés.

Les but sont :

- Construire l’éducation nouvelle au 21ème siècle
- Faire vivre l’éducation formelle et non formelle, développer les pratiques culturelles et la lutte contre toutes les exclusions
- Agir dans les institutions pour la jeunesse et l’éducation populaire
- S’engager dans le développement durable pour de nouvelles solidarités entre les générations, en Europe et dans le monde.
- Consolider les centres de vacances et de loisirs et se mobiliser pour le droit aux vacances pour tous.

Thématiques d’intervention

Les Ceméa France inscrivent leurs actions dans des missions d’intérêt général en accompagnement du service public et des collectivités locales, territoriales, nationales et européennes :

- Être citoyen·ne éclairé·e dans la société numérique
- La laïcité pour le respect de toutes et tous
- La réussite éducative de toutes et tous
- Les temps de loisirs, sources d’émancipation et d’égalité
- L’ouverture au monde, l’interculturel et les migrations
- Lutter contre toutes les discriminations
- Lutter contre les exclusions
- Vivre des pratiques culturelles émancipatrices
- Mettre la dimension écologique au cœur de notre action
- Soutenir et s’inscrire dans l’économie sociale et solidaire, alternative au tout libéral

Activités

Les Ceméa interviennent

- dans et autour de l’école
- dans l’organisation des temps libérés et des loisirs
- dans le domaine de la culture et des médias
- dans les actions éducatives et sociales
- dans un cadre international, pour une éducation à l’interculturel.

L’environnement d’aujourd’hui est autant local qu’international. L’éducation à la citoyenneté européenne et mondiale, en termes de connaissances, de lecture critique et de décryptage est un enjeu d’actualité et d’avenir.

Les Ceméa sont engagés dans cette éducation sous trois formes :

- **L’éducation à l’Europe** Il s’agit de sensibiliser et impliquer les jeunes et les acteurs éducatifs et sociaux dans le projet politique de l’Europe, en favorisant la découverte et les apprentissages de la diversité européenne.
- **L’éducation en Europe** C’est l’intervention dans des combats éducatifs, autour d’enjeux qui concernent spécifiquement l’éducation et la jeunesse, tels que le droit et l’accès à la mobilité pour tous ou la reconnaissance de l’éducation non formelle.
- **L’éducation au monde** Solidarité et citoyenneté internationale s’inscrivent dans la volonté de promouvoir toutes les formes de solidarité entres les groupes, les peuples, les pays, les cultures

Pour ce faire les Ceméa développent différents types de

projets

- Projets de mobilités professionnelles
- Volontariat
- Échanges de jeunes
- Formations des cadres de la société civile
- Etudes

Rapports disponibles ici

Adresse

Ceméa

24 rue Marc Séguin

75883 Paris cedex 18

Tél : 01 53 26 24 24

Site : http://www.cemea.asso.fr/

Contact

Julia OLIVEIRA : julia.oliveira@cemea.asso.fr / Tel : +33 7 74 10 08 63

Comores : ONG MAEECHA diffuse un livret d’information et d’éducation aux droits de l’enfant

En 2021, dans le prolongement de précédentes études, MAEECHA conduit une nouvelle enquête sur les conditions et vulnérabilités des enfants confiés se retrouvant ainsi en situation et de précarité, et d’isolement. Au terme de celle-ci, il s’avère que 65% des ménages enquêtés accueillent au moins un enfant dont ils ne sont pas les parents ; et cela, en dehors de tout encadrement juridique.

Ainsi, pour mettre la lumière sur les enfants placés dont le parcours de vie les confronte à l’isolement ; pour que l’on n’oublie pas que les enfants en conflit avec la loi et qui de fait connaissent l’isolement, ont le droit au respect de leur dignité et à une seconde chance ; pour réaliser les droits de ces enfants, contribuer à leur bien-être et leur développement et s’assurer qu’ils ont un accès satisfaisant à l’éducation, à la nutrition, à la santé et aux loisirs, MAEECHA met en œuvre, depuis 2021, le programme Protection de l’enfance en situation d’isolement aux côtés d’autres ONG et associations comoriennes œuvrant au bénéfice de la protection de l’enfance, et attache une importance capitale à l’information et l’éducation des communautés.

Ce livret d’information et d’éducation aux droits de l’enfant

constitue le point d’orgue de deux campagnes menées à l’échelle nationale en vue de sensibiliser et de responsabiliser la population d’une façon générale, les communautés bénéficiaires du programme, en particulier.

Guide d’appui à l’intégration de l’approche genre dans son organisation par Coordination Sud

L’article est disponible ici

Coordination Sud “propose des ressources et outils pour que les organisations questionnent les rapports sociaux fondés sur le genre dans les différentes composantes de leur association (projet associatif, gouvernance, ressources humaines, communication) et puissent déceler les stéréotypes, les discriminations et les violences afin de les contrer.”

Coordination propose ce guide sous forme d’auto-évaluation de son organisation, et d’envisager des pistes d’actions afin de permettre une transformation de son organisation.

Le guide complet est disponible en cliquant sur l’image

Le guide de communication égalitaire rédigé par les contributions des membres de la FICEMEA est mentionné en ressources complémentaires de ce guide (Approche Genre par Coordination Sud) :

Guide de Communication Egalitaire disponible : ici

La France doit cesser son soutien à Bridge International Academies par Solidarité Laïque

Cet article est disponible sur le site de Solidarité Laïque : ici

Une éducation pour toutes et tous, mais à quel prix ? En investissant dans la société privée Bridge International Academies (BIA), la France met en danger la qualité de l'éducation de milliers d'enfants. Solidarité Laïque avec 12 organisations lance l'alerte.

Le soutien de la

France à la chaîne d'écoles commerciales à l'international, Bridge International Academies, écorne son objectif de défense du droit à l'éducation et participe à la mise en péril des objectifs d'éducation gratuite de qualité accessible à toutes et tous.

Aujourd'hui les défenseurs de l'éducation publique de qualité soumettent une alerte au mécanisme des Nations Unies du Comité examinant les obligations des Etats vis-à-vis de l'ensemble des droits garantis par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

(PIDESC).

Qu’est ce que Bridge International Academies ?

La société privée Bridge International Academies (BIA), filiale de l’entreprise américaine NewGlobe Schools Inc., déploie un modèle de chaîne d’écoles à bas coûts dans les pays pauvres, dont les pratiques contreviennent aux normes admises pour une éducation de qualité. Les investisseurs de BIA comprennent des investisseurs privés notoires tels que l’Omidyar Network, la Zuckerberg Education Ventures et Bill Gates, et plusieurs agences d’investissements américaines et européennes. Leur objectif étant avant tout lucratif, leur modèle éducatif a des **impacts négatifs sur le droit à l’éducation de milliers d’enfants**, ce que **plusieurs études ont démontré.**

En savoir plus : Marchandisation de l’éducation – 6 raisons pour lesquelles il faut interdire les écoles de Bridge Internationational Academies
https://www.solidarite-laique.org/informe/marchandisation-de-leducation-6-raisons-pour-lesquelles-il-faut-interdire-les-ecoles-bridge/

Qu’est ce que Proparco ?

Proparco est la filiale de l’Agence

Française de Développement (AFD) dédiée au secteur privé et oeuvre à ce
titre pour le développement des pays du Sud. En 2015, elle a investi
dans l'entreprise multinationale d'enseignement Bridge International
Academies (BIA) par l'intermédiaire du fonds d'investissement Novastar
East Africa Fund.

Pourquoi le financement de la France dans Bridge International Academies doit nous alerter !

La responsabilité du droit à
l'éducation de qualité incombe avant tout aux États mieux à même de
fournir une éducation gratuite, accessible à tous, en particulier pour
les groupes vulnérables. L'Etat français doit donc orienter l'aide
publique au développement et les politiques de coopération solidaire
pour soutenir en priorité une éducation publique prodiguée par les Etats
et des actions d'équité, en conformité avec le Droit international et
tendant à réduire les inégalités.

La France doit *se « retirer le plus tôt possible de ses investissements dans Bridge International Academies […] et s'acquitter pleinement de ses obligations et responsabilités légales » en* matière de droits humains. Elle doit « *mettre en place des mécanismes efficaces [..] pour l'aide au développement*

afin de prévenir la récurrence d'investissements ayant des impacts négatifs similaires » et « *pour favoriser le soutien à l'éducation publique et le respect du droit à l'éducation, conformément aux Principes d'Abidjan* ».

Voilà pourquoi face à ces constats d'un encouragement à la marchandisation de l'éducation, à un système renforçant les inégalités et même la ségrégation sociale, plusieurs organisations de la société civile, ONG, associations de défense des droits de l'Homme ont alerté la France et PROPARCO depuis plus de 2 ans sur les agissements de BIA. Malgré la confirmation des préoccupations de la société civile par le Compliance Advisor/Ombudsman, le mécanisme de plainte indépendant de la Banque Mondiale qui a soulevé de « graves préoccupations » concernant l'engagement de celle ci auprès de BIA, la France n'a à ce jour entrepris aucune action pour remédier aux impacts négatifs de son investissements dans BIA.

En savoir plus

- Nos articles sur le sujet
- La Coalition éducation, signataire à nos côtés de cette soumission :

http://www.coalition-education.fr/je-m-informe-10-organisations-alertent-le-Comite-des-droits-economiques–sociaux-et-culturels-sur-l-investissement-de-la-France-dans-BIA–279.html**MOTS-CLES :**

- droit à l’éducation
- marchandisation éducation

Le non-respect des obligations extraterritoriales de la France en matière de droit à l’éducation à travers son investissement dans Bridge International Academies

Le non-respect des obligations extraterritoriales de la France en matière de droit à l'éducation à travers son investissement dans Bridge International Academies

Soumission adressée au Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Mars 2020

Vous trouverez le rapport : Ici

Prochaines étapes :

- La pré-session durant laquelle la France sera examinée par le Comité en amont de l'examen final aura lieu mardi prochain, le 10 mars. La Coalition Education et Solidarité Laïque
  seront en mesure de participer à distance à la pré-session pour porter
  notre message
  commun.

Nous vous invitons également à vous mobiliser durant cette matinée sur les réseaux sociaux !

- La liste des points finaux qui seront soulevés par le Comité auprès de la France durant son examen sera disponible environ 10 jours après la pré-session. Nous vous tiendrons informés des résultats et continuerons à coordonner la mobilisation après cela.

Marchandisation de la culture, culture de la marchandisation

Le 8 novembre 2019, le Parti de la gauche européenne inaugurait son Forum de Bruxelles. Le programme du Forum faisait pour la première fois une place à la question de la culture, via une session intitulée « Culture émancipatrice ou culture de marché ? ». La session était modérée par Jean-Pierre Michiels. La députée anglaise travailliste Julie Ward et Jean Blairon avaient été invités à réaliser un exposé d'une quinzaine de minutes pour lancer les débats.

Le texte qui suit développe l'intervention de Jean Blairon

Pour consulter l’article, cliquer sur l’image

Dans « Deuda con todos », un reportage sur la criminalisation de l’avortement au Salvador

Le 19 novembre, le documentaire En Deuda con Todas, une coproduction de l’ACPP et de l’Association galicienne de communication pour le changement social (AGARESO), a été présenté en première à El Sal-vador. Des jeunes filles violées forcées de devenir mères à l’âge de 10 ans, des adolescentes qui se suicident pour éviter d’être confrontées à une maternité non désirée, des femmes dont la grossesse met en danger leur santé et même leur vie, les mères qui perdent leur bébé involontairement après un accouchement hors hôpital ou toute sorte d’urgence obstétrique et qui sont conduites au poste de police avant même d’être soignées médicalement, et finalement condamnées à des peines allant jusqu’à 30 ans de

prison.

Dans Deuda con Todas, récit à travers les voix de ses protagonistes, les conséquences tragiques pour la vie des femmes salvadoriennes de la criminalisation totale de l'avortement qui a été introduite dans ce pays d'Amérique centrale à la fin des années 1990, ainsi que la lutte que mène le mouvement féministe dans le pays pour inverser la situation. D'autres pays ont une législation similaire, mais aucune n'est aussi sévère pour les femmes que le Salvador, en particulier les très jeunes femmes aux ressources limitées.

Entre 2000 et 2014, 250 femmes ont été signalées et 49 ont été condamnées pour avortement ou homicide aggravé après avoir perdu leur bébé en couches ou dans la période post-partum immédiate. Plus de la moitié de ces femmes avaient entre 18 et 25 ans et ne recevaient aucun salaire ou revenu, et dans 74 % des cas, les pères des enfants n'assumaient aucune responsabilité. Les plaintes proviennent des services d'urgence ou des hôpitaux publics, qui refusent parfois de traiter les femmes qui arrivent après une urgence obstétrique.

Dans « Deuda con Todas » on traite de cette situation de violation des droits sexuels et reproductifs des femmes salvadoriennes, où l'on nous présente les histoires de femmes qui ont subi la dureté du système judiciaire après que les médias et la société civile nous aient accompagnés dans cette première présentation. En Galice, le documentaire sera diffusé le 16 décembre dans la salle de la coopérative NUMAX à Saint-Jacques de Compostelle.

ACPP continuera à travailler avec ses partenaires locaux pour la dépénalisation de l'avortement au Salvador et pour promouvoir le respect du droit des femmes à décider de leur corps. Elles ont été injustement condamnées. Ces témoignages, ajoutés aux informations fournies par les dirigeants des mouvements et collectifs confessionnels et les spécialistes, nous obligent à réfléchir sur la tragédie de l'incapacité des femmes à décider de leur propre corps. Lors de sa première à San Salvador, diverses organisations qui ont rendu possible la réalisation de ce document audiovisuel ont parlé de la réalité des violations des droits des femmes salvadoriennes. Environ 180 personnes appartenant à différentes organisations sociales, mouvements et collectifs féministes,

Rédaction :
Equipo ACPP Galicia

Trailer : https://www.youtube.com/watch?v=E9hjU9wgUxc

Texte en espagnol

En Deuda con Todas, una historia sobre la penalización del aborto en el Salvador

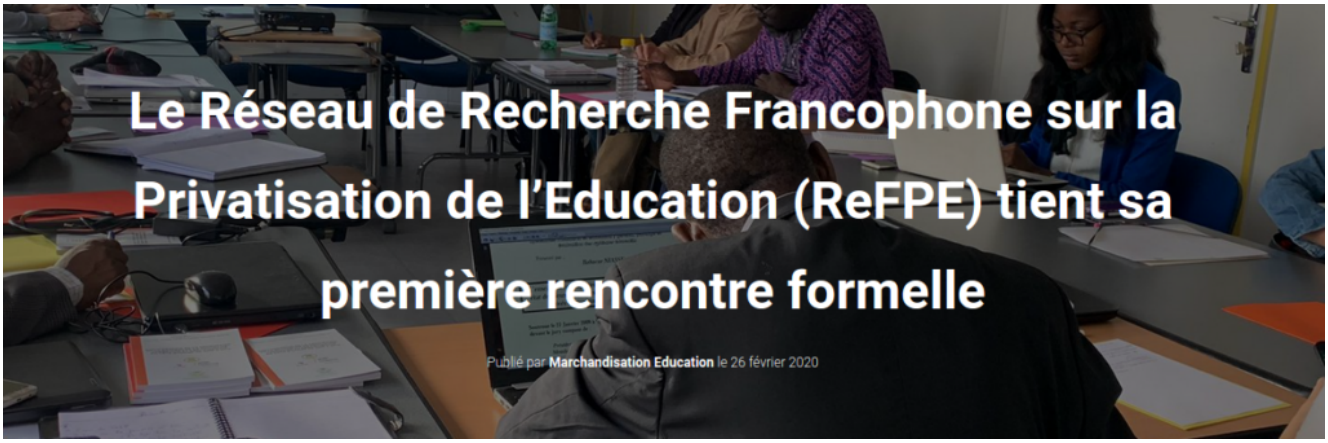
El pasado 19 de noviembre se estrenó en el Sal-vador el documental En Deuda con Todas, una coproducción de ACPP y la Asociación Galega de Comunicación para el Cambio Social (AGARESO), que trata de las consecuencias que tiene en la vida de las mujeres salvadoreñas la penalización total del aborto vigente en el país centroamericano.El aborto es totalmente ilegal en el Salvador, en todas las circuns-tancias. Niñas violadas obligadas a ser madres con 10 años, ado-lescentes que se suicidan para evitar afrontar la maternidad no deseada, mujeres con embara-zos que ponen en riesgo su sa-lud e incluso su vida, o madres que pierden a sus bebés de for-ma involuntaria tras un parto extra-hospitalario o cualquier tipo de emergen-cia obstétrica y que son trasladadas a comisaría antes incluso de ser atendidas médicamente, para finalmente ser condenadas hasta 30 años de prisión. En Deuda con Todas relata, a través de las voces de sus protagonistas, las trágicas consecuencias que supone para la vida de las mujeres salvadoreñas la penalización total del aborto que se instauró en el país centroameri-cano a finales de los años noventa, así como la lucha que está llevando a cabo el movimiento feminista en el país para revertir la situación.Otros países cuentan con legisla-ciones similares, pero ninguno se ensaña con las mujeres como El Salvador, especialmente con las mujeres muy jóvenes y con escasos recursos. Entre 2000 y 2014, 250 mujeres han sido de-nunciadas y 49 han sido conde-nadas por aborto o por homici-dio agravado, tras perder a sus bebés en el parto o en el mo-mento inmediatamente poste-rior al parto. Más de la mitad de estas mujeres tenía entre 18 y 25 años y no reci-bía ningún tipo de salario o ingresos económi-cos, y en un 74% de los casos los padres de las criaturas no asumían ningún tipo

de responsabi-lidad. Las denuncias llegan desde los servicios de emergencia o los hospitales públicos, que en ocasiones rehúsan atender a las mujeres que llegan tras sufrir una emergencia obstétrica. En Deuda con Todasversa sobre esta situación de vulneración de los derechos sexuales y re-productivos de las mujeres salvadoreñas, donde se nos presentan los relatos de mujeres que han sufrido la dureza del sistema judicial tras haber medios de comunicación y sociedad civil nos acompañaron en esta primera presentación. En Galicia, el documental se estrenará el próximo 16 de diciembre en la sala de la cooperativa NUMAX en Santiago de Compostela.Desde ACPP seguiremos trabajando con nues-tras contrapartes locales, por la despenalización del aborto en El Salvador y promocionando el respeto del derecho de las mujeres de decidir sobre sus cuerpos. Porque ellas paren, ellas de-ciden. sido injustamente condenadas. Estos testimo-nios, sumado a la información brindada por par-te de lideresas de movimientos y colectivos fe-ministas y especialistas, nos obligan a reflexio-nar sobre la tragedia que supone para las muje-res no poder decidir sobre su propio cuerpo.Durante su estreno en San Salvador, diversas organizaciones que hicieron posible esta pieza audiovisual hablaron sobre la realidad de las mujeres salvadoreñas en cuanto a la vulnera-ción de sus derechos. Alrededor de 180 perso-nas pertenecientes a diferentes organizaciones sociales, movimientos, colectivos feministas,

Redacción: Equipo ACPP Galicia

Trailer : https://www.youtube.com/watch?v=E9hjU9wgUxc

Le Réseau de Recherche Francophone sur la Privatisation de l’Education



Le 14 février 2020 s’est tenu à Paris dans les locaux de Solidarité Laïque, la première réunion formelle du Réseau de Recherche Francophone sur la Privatisation de l’Education (ReFPE).
Venus de plusieurs pays, il s’est agi pour ces chercheurs de s’entretenir sur la problématique de la privatisation de l’éducation et
élaborer leur agenda de recherche en la matière.

Après s’être imprégnés des enjeux de la problématique de la privatisation
et marchandisation de l’éducation dans l’espace francophone lors de la
journée d’échanges du 13 février, organisée par la Coalition Education
de France sur la question, les chercheurs ont discuté sur l’état de la
recherche en France avant de procéder à l’identification des recherches

existantes et celles en cours. Ainsi, l'on note que plusieurs études effectuées ont abordé quelques questions telles la privatisation et marchandisation de l'éducation arabo islamique en complicité avec la mendicité au Sénégal, les conséquences de la privatisation sur les enseignants en Afrique subsaharienne, l'évolution de l'école privée dans le primaire au Burkina Faso, etc. Quant aux recherches en cours, la question de la privatisation et qualité de la formation dans l'enseignement confessionnel en Côte d'Ivoire, la demande d'éducation des familles et l'offre éducative au Sénégal et d'autres thématiques ont été soulignées.

Quelles thématiques prioritaires identifiées ?

Des échanges des chercheurs il semble important de procéder d'abord à une cartographie des écoles privées, un état de de la privatisation de l'éducation dans tous les niveaux d'enseignement, c'est à dire du préscolaire au supérieur. Ceci semble nécessaire avant de mener des études spécifiques prenant en compte des facteurs tels que l'extrémisme, le genre, les inégalités spatiales, les plans nationaux, les mesures de régulation, etc. C'est pourquoi ils se sont un délai à l'issue de la réunion pour la rédaction de

termes d'une
étude sur l'état des lieux de la privatisation de l'éducation dans les
pays de la Côte d'ivoire, Maroc, Niger, Sénégal, Togo. Une autre
rencontre sera programmée à l'issue de ces termes de référence pour
l'élaboration des outils relatifs à cette étude.

En rappel, dans le courant 2019, le
Réseau Francophone contre la marchandisation de l'éducation a en
collaboration avec l'Université de Genève, mis en place le ReFPE.
L'objectif de cette initiative est de stimuler la recherche sur cette
question dans des pays francophones où il y a peu d'informations et
d'études disponibles afin de mieux comprendre le phénomène et son
étendue dans l'espace francophone et développer des outils de plaidoyer
ou de protection de droits adaptés qui y répondent. Le ReFPE compte à ce
jour 31 chercheurs issus de 13 pays.

Par ailleurs, avec pour partenaire le
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'équipe de Recherche
en Dimensions Internationales de l'Education (ERDIE) de l'Université de
Genève, par l'intermédiaire de Thibaut Lauwerier, coordonne les
activités de ce groupe, en étroite collaboration avec le Réseau

Francophone contre la marchandisation de l’éducation, et notamment la
Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights et l’Initiative pour le Droit à l’Education.